

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (Outremont): Monsieur le président, je voudrais remercier le premier ministre de nous avoir fait parvenir à la dernière minute copie de son texte, même s'il n'a pas pu faire autrement. J'ai constaté qu'il avait l'avantage d'en avoir une en français, j'aurais apprécié en recevoir une également. J'espère qu'à la prochaine occasion on me fera la courtoisie de m'en faire parvenir une en langue française.

[Traduction]

Au cours de son bref exposé, le premier ministre (M. Clark) a dit tout le bien qu'il pensait des entretiens d'aujourd'hui. Malheureusement, ma perception de ce qui s'est produit aujourd'hui et au cours des trois dernières semaines est toute différente. Comme le dit un vieil adage: qui dit temps tory dit temps difficiles.

Des voix: Bravo!

M. Lalonde: Cet adage, les Canadiens ont vraiment été depuis juin dernier, à même de le vérifier. Non seulement nous sommes aux prises avec les taux d'intérêt inouïs, mais nous allons être appelés à payer l'énergie plus cher que jamais, et au cours des prochains mois, nous allons être témoins des hausses les plus considérables de toute notre histoire, si le gouvernement réussit à imposer ses projets actuels.

Ce matin, j'ai suivi la conférence avec beaucoup d'intérêt et d'attention et j'ai écouté les diverses propositions qui ont été présentées, particulièrement par le gouvernement fédéral. Après avoir pris connaissance de cette proposition, il m'est apparu évident que l'on avait veillé aux intérêts du gouvernement fédéral. Je pouvais voir le ministre des Finances (M. Crosbie) se lécher les babines pendant que se déroulait le débat. Si l'on a veillé aux intérêts du gouvernement fédéral, on n'a pas négligé non plus ceux des provinces productrices et j'avoue qu'elles s'estiment raisonnablement satisfaites.

J'ajouterais même qu'on a laissé aux gouvernements de certaines provinces consommatrices l'espoir qu'on veillerait aussi à leurs intérêts. Je songe en particulier à certaines provinces de l'Atlantique qui s'inquiétaient du prix du pétrole pour la production d'électricité. Mais, monsieur l'Orateur, le Canadien moyen, le consommateur, a été complètement oublié par la politique conservatrice.

Des voix: Bravo!

M. Lalonde: Nous avons entendu des vœux pieux sur la nécessité de venir en aide aux démunis. Mais on n'a rien proposé de précis qui n'ait déjà été prévu dans le cadre de l'accord actuel d'établissement des prix conclu avec les provinces. En effet, sous des dehors de négociations autour des prix pétroliers, le gouvernement compte un brigandage d'une envergure sans précédent à l'endroit des contribuables canadiens.

● (2100)

Le gouvernement ontarien—ce n'est pas nous mais un autre gouvernement conservateur—a évalué à 5.4 milliards de dollars ce que coûtera en 1980 aux consommateurs canadiens le plan du gouvernement actuel. Voilà ce que nous coûtera cette prétendue politique. Au seul chapitre de la taxe d'accise que le gouvernement projette d'imposer, le gouvernement fédéral touchera 2.8 milliards. Pour faire comprendre le coût de cette prétendue politique, je dirai qu'elle équivaldra pour 1980 à

L'énergie

une hausse de 33 p. 100 de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Des voix: C'est honteux!

M. Lalonde: Le premier ministre (M. Clark) se plaît à faire grand cas de ce qu'il appelle le nouvel esprit de collaboration fédérale-provinciale. Mais rarement aurons-nous observé un débat aussi acerbe que celui que nous avons vu se dérouler ces derniers mois entre les provinces, particulièrement entre l'Ontario et le Manitoba, précisément sur la question de l'énergie.

Au cas où le premier ministre serait d'avis que je ne présente pas les faits comme il se doit, j'aimerais citer une déclaration qu'a faite le premier ministre Lougheed le 15 août 1979 à la conférence de la Malbaie. A la page 2 de sa déclaration, il a dit ceci:

Après le conflit qui a opposé le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Alberta en 1973 au sujet de la taxe fédérale sur l'exportation du pétrole et d'autres questions, les deux parties ont formulé au cours des années qui ont suivi des arrangements qui étaient manifestement dans le meilleur intérêt de l'ensemble du Canada en ce qui concerne le prix et l'exploitation des ressources énergétiques.

Voilà ce qu'a dit le premier ministre de l'Alberta. Ce soir, on nous dit qu'il y a eu des discussions fécondes—tout le monde était en faveur de l'autarcie—mais qu'on n'est pas parvenu à s'entendre sur la question du prix. Il n'y avait pas non plus d'accord sur la taxe d'accise ce matin et le premier ministre n'en a certainement pas annoncé un ce soir. Même concernant la banque de l'énergie, il y a eu beaucoup de demandes de précisions et de points d'interrogation qui semblent être restés sans réponse et, qui plus est, nous n'avons aucune assurance que les provinces participeront toutes à cette banque dite de l'énergie.

Le premier ministre a énoncé les quatre objectifs de sa politique ce matin. A franchement parler, il n'y a rien à redire à leur sujet. Primo, le prix du pétrole doit être suffisamment élevé pour rentabiliser d'autres sources nouvelles d'approvisionnement et le régime des prix doit être suffisamment bien arrêté pour permettre à l'industrie pétrolière de planifier ses activités futures. Secundo, nous devons favoriser des mesures d'économie d'énergie plus efficaces. Tertio, nous devons accélérer recours à des combustibles de remplacement à la fois meilleur marché et plus abondants tout en réduisant l'utilisation du pétrole. Quarto, nous devons accroître la participation canadienne dans le domaine de l'industrie énergétique canadienne. Tout cela est très bien en soi mais, à franchement parler, ce n'est qu'une simple redite de ce que contenait le Livre blanc que nous avons publié en 1976. Il y a néanmoins certain aspects de ce dernier que l'on ne retrouve pas et je pourrais d'ailleurs vous suggérer de consulter le Livre blanc à la page 140. Les objectifs que nous avons alors proposés étaient les suivants:

1. fixation appropriée des prix de l'énergie;
2. économie d'énergie;
3. accroissement de l'exploration et de la mise en valeur;
4. augmentation du volume d'informations concernant les ressources;
5. substitution de sources d'énergie;
6. nouveaux réseaux de livraison;
7. mesure à prendre en cas de pénuries;

Une voix: Qu'avez-vous fait à ce sujet?

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!